

## Les services spéciaux militaires français de 1935 à 1945

### 1935 - 1940 (1<sup>ère</sup> partie)



2 bis, avenue de Tourville, siège du 2<sup>e</sup> bureau



Colonel Louis Rivet

Tant de livres, d'articles, de récits ont été écrits par des historiens, professionnels ou non, des journalistes spécialisés, et fort heureusement des acteurs de nos services spéciaux de cette époque ! Ils relatent la lutte de ces services, décrivent leur organisation composite et fatalement évolutive voire fluctuante au fil de ces années, parlent de leurs chefs en charge de ces services de renseignements, de contre-espionnage et de sécurité, mentionnent aussi leurs succès, leurs tourments, leurs épreuves, etc.

Aussi me paraît-il être une gageure de prétendre condenser en quelques pages 10 ans de leur existence, 10 années cruciales, pathétiques même pour la France, leurs activités forcément secrètes et clandestines, leurs turpitudes endurées et surmontées pendant toutes ces années de montée des périls qui ont abouti à la guerre et se sont poursuivies jusqu'à la fin de celle-ci.

Je me lance cependant dans l'aventure en faisant naturellement appel aux témoignages de mes anciens plutôt que de les citer, mais en

étant conscient qu'il ne peut s'agir que d'un survol fatalement superficiel et incomplet émaillé des points les plus importants à souligner.

**Il convient d'abord de préciser que :**

- la France était dotée d'un service de renseignement (SR) et de contre-espionnage (CE) bien avant la Seconde Guerre mondiale, dirigé par le colonel Louis Rivet dès 1936 ;
- les Services spéciaux français d'essence militaire existaient dans leur forme et dans leur organisation fondamentale de SR et de SCR (Section de centralisation des renseignements ou contre-espionnage) depuis la fin de la Première Guerre mondiale ;
- ces Services étaient le bras armé de l'état-major de l'Armée (et de la Marine) auxquels ils étaient rattachés au travers du 2<sup>e</sup> bureau, tout en jouissant d'une indispensable autonomie d'action, - d'où l'appellation générique, courante en France, de 2<sup>e</sup> bureau ;
- leur siège était situé au 2bis, avenue de Tourville à Paris, lieu en l'occurrence devenu mythique ;
- ces Services n'ont nullement failli dans leurs

1939, franchissement de la frontière polonaise par les troupes allemandes



SHD

rôles et leurs responsabilités dans ces années qui ont précédé la guerre ;

- ils n'ont cessé de mener leur lutte contre les services de l'Axe et leur recherche de renseignements du fait de la défaite de la France et de l'armistice, sans pour autant être inféodés au régime de Vichy comme cela a été trop souvent avancé ;

- que 320 morts pour la France témoignent, hélas, de leur action au service de la patrie et de la libération.

Pour souligner cette continuité, je remonterai donc au début des années 30 et plus précisément en 1931 quand, à Berlin un fonctionnaire du *Chiffrierstelle du Reichwehrministerium*, Hans Thilo Schmidt vint à l'ambassade de France offrir ses services en proposant de fournir à la France des renseignements de la plus haute importance. Il y fut reçu par un officier du SR. Par la suite une rencontre fut montée à Bruxelles avec le capitaine Bertrand, chef du service Crypto qui reçut de « HE » (pseudo) un premier ensemble de documents secrets (*Geheim*) sur la machine *ENIGMA*. D'autres rencontres auront bien sûr lieu avec l'intéressé par le service de renseignement (SR) français dirigé par le colonel Perruche et son adjoint, le futur général Navarre, rencontres de plus en

plus fructueuses et même capitales. Pour *ENIGMA*, renseignements et documents seront remis par Bertrand à Varsovie au service spécialisé polonais qui parvint ainsi à reconstituer plusieurs machines, à vaincre ses secrets et à déchiffrer ses messages grâce à son équipe de mathématiciens hors pair dont Rejewski, - avant qu'ils ne soient transmis en 1939 aux Anglais, la France n'ayant pas la capacité de les exploiter.



*Le général Navarre*

Ils le furent alors à Bletchley Park de la façon la plus décisive qui soit depuis la bataille d'Angleterre jusqu'à la fin de la guerre et même au-delà. Ce fut l'opération *ULTRA* dont l'origine remonte tout de même indiscutablement aux services français et polonais.

Les renseignements fournis par cette source exceptionnelle à notre SR concernaient aussi



dès 1933 et jusqu'en 1941 les intentions, plans, décisions stratégiques du haut commandement du Reich et même de Hitler.

Tous furent transmis au 2<sup>e</sup> bureau et donc au haut commandement ainsi qu'au gouvernement... On connaît la suite qui leur fut réservée ! Il en fut ainsi pour l'invasion de la rive gauche du Rhin en 1936 et pour la percée à Sedan avec en outre la date du déclenchement des hostilités plusieurs fois reportée.

À titre de preuves, voici quelques déclarations écrites, indiscutables et consternantes.

**Général Gamelin** (Servir-tome II). « Dès 1935, notre service de renseignement nous avait permis de prévenir le gouvernement que l'Allemagne préparait activement la réoccupation de la zone démilitarisée rhénane ».

**Daladier** - (Mémoire d'un Président).

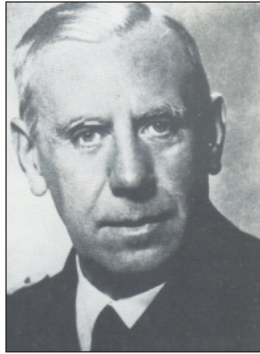
« Rivet et ses hommes accumulèrent sur l'Allemagne une somme fantastique de renseignements qui, jusqu'au bout, laissa le haut commandement impavide. »

**Déclaration du Procureur général de la Cour de Riom.**

« Je viens de dépouiller des monceaux de documents et j'en arrive à cette conviction absolue que notre 2<sup>e</sup> bureau et notre SR ont fait savoir avant la guerre à notre commandement et à notre gouvernement tout ce qu'ils devaient savoir sur l'Allemagne, de sa force et des projets de son Führer. »

**Commission d'enquête parlementaire (rapport du 8 août 1947)**

« Les avertissements prodigués par notre ser-



L'amiral Canaris

vice de renseignement sont restés lettre morte. »

Simultanément, dans ces années-là, une autre aventure était menée par notre SR et ce, pendant une large partie de la guerre en Europe : celle baptisée « La Source Mad », liaison entre une femme d'exception, Madeleine Richou-Bihet, agent de notre SR, avec un officier supérieur du renseignement autrichien incorporé après l'Anschluss

dans l'Abwehr par l'amiral Canaris, qui en fit l'un de ses plus proches collaborateurs comme colonel, Erwin Lahousen Elder von Vivremont, qui lui communiqua de très nombreux et précieux renseignements et fut, lors du procès de Nuremberg, le premier témoin à charge des accusés et à décharge de l'amiral Canaris.

Dans le cadre du contre-espionnage, c'est-à-dire de l'activité de la SCR animée, sous la conduite du colonel Rivet, par le lieutenant-colonel Schlessler et le capitaine Paillole, son adjoint depuis 1935 et qui devait lui succéder, bien des actions, en particulier de pénétration des services adverses ont été réalisées alors que l'amiral Canaris avait été nommé en 1935 à la tête de l'Abwehr. Étrange coïncidence de l'Histoire !



1939, exercice de défense passive en France

SHD



Officiers allemands et soviétiques après l'invasion de la Pologne

Relevant du ministère de l'Intérieur, le Contrôlé général de la surveillance du territoire, pourtant peu étoffé en effectif, service de police longtemps dirigé par le contrôleur général Castaingt, a cependant joué, en liaison très étroite avec la SCR, un rôle important en la matière. Sur le plan des relations extérieures, il convient de souligner aussi qu'entre le contre-espionnage français et le *MIS* britannique existaient



Schlessler

des relations extrêmement chaleureuses reposant sur une confiance réciproque et la reconnaissance de la compétence des officiers et agents français chargés de cette mission.

Alors que le 2<sup>e</sup> bureau ainsi que le SR - SCR sont supprimés à la mobilisation en septembre 1939 et transformés en un 5<sup>e</sup> bureau, la surveillance du territoire (ST) est subordonnée, pour action, à l'autorité militaire, donc aux Services spéciaux, en vertu de l'État de siège en vigueur jusqu'en juin 1940. Pendant ces années de 1935 à « la débâcle », le nombre d'arrestations d'agents de l'Axe pour espionnage, trahison, ou atteinte à la sûreté de l'État s'est élevé à 2 111, à savoir : 40 en 1936, 153 en 1937, 274 en 1938, 494 (dont 18 condamnations à mort) en 1939, 1 250 de janvier à mai

1940 (dont 26 condamnations à mort), hors mesures D.

Ces résultats significatifs en termes d'efficacité découlent d'un travail inlassable, beaucoup plus complexe d'ailleurs que le travail spécifique du SR pourtant déjà très délicat. Il repose en particulier sur l'action exceptionnelle et à très haut risque d'agents de pénétration des organes de l'*Abwehr* et des autres services du *Reich*, mis en place en fonction d'une politique bien pensée et bien conduite.

Parallèlement, à l'initiative de Schlessler et de Paillolle la notion juridique de « secret de Défense » est prise en compte dans le code pénal en mars 1939, de même que sa violation cesse d'être un délit pour devenir un crime contre la Nation.

Pilotés depuis le 2bis avenue de Tourville, nos Services spéciaux avaient une organisation territoriale évidemment orientée par la menace, à savoir : le *Reich* de Hitler, l'Italie de Mussolini et même l'Espagne de Franco. Aussi, ses postes principaux étaient-ils essentiellement implantés à Metz, Belfort, Lille, Nice, Marseille, Toulouse avec des antennes subordonnées, ainsi que d'autres postes dans les 3 territoires composant l'AFN, sans oublier les BCR et représentations dans certains pays étrangers, notamment en ambassades.

Outre ce qui relevait directement du « 2bis » où la jeune armée de l'Air était représentée par quelques officiers, existaient un SR Marine relevant de l'état-major de la Marine dont les antennes étaient nombreuses et les plus productives à La Haye et Copenhague, ainsi que depuis 1937 le Service de renseignement intercolonial dirigé par le commandant Raoul Salan.

Tout cela n'empêcha pas hélas ce qui est arrivé !



## Mai 1940 - Novembre 1942 (2<sup>e</sup> partie)

### L'offensive allemande du 10 mai 1940

Compte-tenu de l'avancée foudroyante des forces du Reich et bien sûr des pénétrations de l'Abwehr, nos postes ont été ou vont être contraints de se redéployer. Celui de Metz, le bureau régional d'études militaires (BREM), s'est déjà replié sur Paris dès la « drôle de guerre ». Mais, malgré la situation, le travail, déjà d'ordinaire si délicat, se poursuit, au sein de l'éphémère 5<sup>e</sup> bureau, sous la conduite du colonel Rivet : le SR est toujours renseigné, le CE et Paillolle aussi, avec tous ses éléments et ses agents de pénétration. Au « 2bis » et dans d'autres lieux, le tri des archives et fichiers s'effectue car les nouvelles sont de plus en plus alarmantes et la consternation règne, chacun pressentant le désastre.

Pourtant ce n'est pas faute d'avoir bien renseigné ! Ce message du 1<sup>er</sup> mai le confirme : « L'armée allemande attaquera entre le 8 et le 10 mai sur tout le front, y compris la ligne Maginot, la région de Sedan ; la Belgique, la Hollande et le Nord de la France seront occupés en 10 jours, la France en un mois ». Là où elle était attendue l'offensive allemande se déclenche le 10 mai au matin. (cf *Le Deuxième bureau au travail - 1935-1940* - général Gauché).

Mais revenons au « 2bis »... Le 10 juin, les Allemands sont à Rouen. Le service central quitte les lieux en camions sauf Rivet, Paillolle et un capitaine de réserve. Les locaux sont vides.



Entrée des troupes françaises en Belgique

Paillolle et cet officier partent en voiture par des routes encombrées vers Montrichard où ils retrouvent Rivet, mais pour peu de temps ; il faut repartir vers La Courtine puis la région bordelaise. Les archives iront dans un premier temps au château de Brax près de Toulouse.

Demandé par le maréchal Pétain, l'armistice signé le 22 juin prévoit la dissolution de nos Services et entrera en vigueur le 25 juin.

Mais, dans un premier appel transmis par la BBC le 18 juin, le général de Gaulle émet un message d'espoir, repris sous une forme qui exprime et renforce leur résolution : « Continuez là où vous serez et comme vous le pourrez »...

### Le serment de Bon-Encontre

« Rejoignez demain le Séminaire de Bon-Encontre près d'Agen » leur enjoint alors Rivet. Mal accueillis par le Supérieur, peu importe, force leur restera. Et le 25 juin, jour de l'entrée en vigueur de l'armistice signé la veille par l'Italie, le colonel Rivet réunit son personnel devant le monument aux Morts de la commune. Ensemble, ils font le serment de « poursuivre leur lutte contre les services de l'Axé ».

C'est le serment de Bon-Encontre qui les fait entrer parmi les premiers en Résistance. La même cérémonie se déroulera à Brax pour ceux qui s'y trouvent.

Mais, dissous, les services ne peuvent revivre que dans la clandestinité aussi bien le SR que le CE. L'aventure continuera donc... « en immersion » et le périple aussi, vers Roquefort pour

## FACE À L'ALLEMAGNE NAZIE

les archives, vers Royat, Cusset et d'autres points de chute pour les services totalement réorganisés.

En effet, sur la recommandation avisée du colonel Rivet, le général Weygand obtint que soit inscrite dans la commission d'armistice une clause autorisant l'existence d'un service de menées antinationales (SMA) chargé de veiller à la protection des forces et services de l'armée d'armistice, à l'identique des dispositions admises dans le traité de Versailles au profit de la *Reichwehr*.

Cette disposition vitale fut acceptée. Dans sa partie « émergée », elle se concrétisa par l'existence d'un bureau (BMA) dans chaque division militaire, constituant, de manière officielle et autorisée, une sorte de service de contre-ingérence. Dans la réalité, cette existence était indispensable pour apporter la couverture et le soutien des services obligés de vivre et d'œuvrer dans la clandestinité, tant pour le SR que pour un contre-espionnage offensif camouflé sous l'appellation d'une entreprise des « Travaux Ruraux » sous tutelle (fictive) de la direction du Génie rural du ministère de l'Agriculture. Deux officiers ingénieurs agronomes, en assuraient la « façade ».

Ce service des plus délicats et complexes était confié au capitaine Paul Paillolle, (alias Philippe Perrier) qui établit son siège et son PC, avec archives et fichiers, à Marseille avec des implantations à Toulouse, Limoges, Clermont-Ferrand, Lyon puis Tunis et par la suite Paris. L'essentiel est ainsi en place dès octobre 1940. Mais depuis juillet sa mission était fixée :

- poursuivre la lutte contre les services spéciaux ennemis et les pénétrer,



Paul Paillolle

- détecter les agents et les traîtres à leur solde et en informer les BMA pour exploitation,
- surveiller en zone libre et en AFN les commissions d'armistice ennemies,
- maintenir la liaison avec l'*Intelligence Service*,
- mener leurs actions de manière clandestines

Tandis que s'installe près d'Uzès le service de déchiffrement du commandant Ber-

trand (PC Cadix).

Rivet qui continue à « coiffer » l'ensemble des services réorganisés s'est installé à Royat, à l'Hôtel « Royal Saint-Mart » avec le SMA dirigé par le lieutenant-colonel d'Alès, sous la couverture d'un « Office du retour à la terre », ce qui était dans l'air du temps.

La mission du SMA, appelé plus couramment « les BMA », était complexe et délicate.

Ils devaient :

- officiellement, assurer la protection des unités et organismes de l'armée d'armistice contre les menées dites « antinationales », c'est-à-dire, en clair, « communistes, (parti hors la loi depuis 1939), gaullistes et anglaises », tel que prévu par la convention d'armistice.
- de manière secrète :
- assurer la couverture et le soutien des services devenus clandestins (SR et CE offensifs)
- exploiter les renseignements de CE recueillis, transmis par les TR, et les communiquer si nécessaire à la ST, sans révéler les sources. Il fallait entretenir une confusion primordiale.

Mais, en butte aux services relevant de la présidence du Conseil et du ministère de l'Intérieur à Vichy, et les Allemands ayant découvert leur double jeu, l'existence des BMA devait se



révéler précaire. Dès mars 1942 leur dissolution fut décidée ; elle ne prit cependant effet que le 24 août, laissant le temps nécessaire à la création d'un autre service confié à Paillolle, le Service de Sécurité Militaire (SSM).

L'action des BMA a souvent été mal jugée et même altérée après-guerre pour des raisons partisans y compris par certains qu'ils avaient protégés à leur insu. Ils ont même été confondus à dessein avec le service de répression des menées anti-nationales (SRMAN), organisme de police très engagé dans la collaboration active et dont le chef a été fusillé après la Libération.

Quant aux SR, outre le SR Guerre, un SR Aviation clandestin, le SR Air, dirigé par le colonel Ronin a été créé ; très efficace contre les installations et unités de la *Luftwaffe* en zone Nord, dont le PC était à Cusset et disposant lui aussi de postes bien répartis. Le SR Air continua d'entretenir ses relations nouées avant 1940 avec les services anglais et fut le premier à obtenir des émetteurs-récepteurs que purent utiliser, malgré le cloisonnement vital, les TR et



*Le colonel Georges Ronin*

le SR Guerre pour certains messages. Dirigé par le lieutenant-colonel Perruche, le SR Guerre avait des relations étroites avec le SR Air mais moins effectives avec le SR Marine intégré au 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major de la Marine et avec le SR inter colonial dirigé depuis 1938 par le commandant Salan. Sa priorité de recherche était évidemment l'Allemagne et l'Italie avec cependant un « regard » sur l'Angleterre et les États-Unis afin de renseigner éventuellement l'état-major sur certains aspects des opérations qui se déroulaient. Sa section anglo-saxonne était confiée au capitaine Luizet, chargé plus tard de l'antenne de Tanger avant d'être le premier préfet de police de Paris à la Libération.

#### La source K

Le SR Guerre était lui aussi organisé en postes, P1 étant celui de la « Centrale », P2 celui de Vichy confié bientôt au lieutenant-colonel du Crest de Villeneuve et au capitaine Simoneau. Celui-ci réussit une incroyable opération baptisée « la source K » avec le capitaine Combaux, polytechnicien, diplômé de Sup Elec, « recasé » aux PTT qui trouva un cadre technique de premier ordre, Robert Keller, spécialiste des câbles téléphoniques à longue distance qui avait sous son contrôle le câble Paris-Metz-Berlin à usage exclusif des autorités allemandes. L'écoute s'avérait possible. Elle le fut à Noisy-le-Grand à partir d'un pavillon dans lequel put s'installer un opérateur, sous-



*Chars allemands juste avant la percée des Ardennes*

## FACE À L'ALLEMAGNE NAZIE

officier alsacien libéré, dès mars 1942. Ce câble comportait une centaine de circuits. Un deuxième opérateur, puis un troisième furent recrutés et, à partir de juillet, la moisson de renseignements ainsi recueillis devint considérable : tous les hauts fonctionnaires du *Reich* étaient captés, même ceux de la *Gestapo*.



Robert Keller

Toutefois, le dispositif dut être démonté d'urgence pour s'installer à Livry-Gargan sur le câble Paris-Strasbourg plus fructueux encore.

Les renseignements étaient jusque-là transmis quotidiennement au poste P2 et exploités avec la seule mention « source sûre particulièrement bien placée ».

Hélas, conséquence d'une dénonciation par lettre anonyme à la police française, communiquée par Bousquet à Oberg, chef de la SS en France, Keller fut arrêté à Paris et plusieurs membres de cette équipe aussi.

Déporté, Robert Keller est mort du typhus le 15 avril 1945 à Bergen-Belsen.

Cette extraordinaire opération a été portée par Oberg à la connaissance de Himmler qui stipula, dans une lettre, qu'elle avait été ordonnée par un officier du 2<sup>e</sup> bureau de Vichy appelé Beard (alias du colonel Badré).

Bien d'autres réussites sont à porter au crédit des divers services spéciaux militaires pendant cette période y compris pour les BMA, même si, étant donné l'ambiguïté de leur position et des justifications de leur existence, il faut admettre qu'il y eut, comme le dit le colonel Paillole, des « bavures ». Toutefois leur véritable activité, occulte cela va de soi, leur valut plu-

sieurs morts en déportation et d'autres qui en revinrent comme le capitaine de Bonneval, futur aide de camp du général de Gaulle.

Il convient de préciser que les renseignements recueillis n'étaient communiqués qu'aux correspondants sûrs de l'état-major, comme le général Revers, aux alliés britanniques (*IS - MI5 et MI6*) par radio ou liaisons via Lisbonne et américains par leur représentant à Vichy.

Ajoutons aussi que, outre ce qui mit dramatiquement fin à la « source K », l'année 1942 fut marquée par le démantèlement à Lyon de « Technica », (couverture du 2<sup>e</sup> bureau) et du poste Kléber.

Une autre affaire, révoltante, celle-ci, fut, à l'été 1942, l'autorisation et le soutien administratif et logistique donné par Bousquet et Vichy à la *Funkabwehr* conjointement avec la *Gestapo* afin de rechercher avec leurs moyens gonio, l'aide de la police et d'un capitaine nommé Desloges (d'où l'appellation de « mission Desloges ») les émissions radio clandestines de nos services à Lyon, Marseille, Vichy notamment.

Averti à temps par une de ses sources, Paillole tenta une démarche vaine, auprès du général Delmotte, mais put transmettre des consignes de prudence et de silence qui évitèrent bien des localisations. Cette mission entraîna cependant l'arrestation de nombreux résistants.

Cette situation succinctement décrite fut naturellement bouleversée par les événements de novembre 1942 : Opération *Torch* en AFN, évacuation du général Giraud vers Alger où se trouvait déjà l'amiral Darlan, invasion de la zone dite libre le 11 novembre.



## Novembre 1942 - Mai 1945 (3<sup>e</sup> partie)



S.H.D.

Colonne motorisée-allemande

### La réorganisation de ces services après l'invasion de la zone libre

La création, fin août 1942, du Service de Sécurité Militaire (SSM) pour succéder aux BMA dissous ne devait avoir, sous la conduite de Paillole, qu'une durée éphémère dans sa configuration officielle puisque le 11 novembre les troupes allemandes envahissaient la zone sud.

Pendant ces quelques semaines Paillole dont le commandant Sérot, créateur de la sécurité Air, était l'adjoint, avait transmis au commandant Lafont (alias Verneuil) particulièrement rompu au renseignement, la conduite effective des TR et préparé la mise en immersion plus profonde encore de ses éléments. Il avait aussi préparé la transformation du SSM en « SSM précurseur » confié au lieutenant-colonel Navarre avec pour mission de recueillir des renseignements sur l'ordre de bataille (ODB) allemand et autres secteurs « utiles » afin d'être prêt à les exploiter au profit des forces libératrices le moment venu.

Novembre 1942 : point n'est besoin de rappeler les bouleversements que constituent les grands événements de ces journées cruciales, tournant de la guerre à l'ouest.

Rivet, Ronin, Sérot gagnent Alger en avion. Le SR

Air est confié à Gervais, Masson, Maurice Challe pour les principaux réseaux mais aussi au colonel Malaise à Madrid, au capitaine Lacat à Tunis. Le SR Guerre, désormais appelé Kléber est, lui, dirigé par Pélissier puis Delor, Bertrand et enfin Lochard.

Paillole, recherché, parvient à s'évader fin novembre par les Pyrénées, l'Espagne, Gibraltar où il rencontre en décembre

Menzies chef de l'*Intelligence service* (IS), gagne Londres en avion et rencontre Passy avant de rejoindre Alger où lui est confié au sein de la nouvelle DSM/SR dirigée par le colonel Rivet, la DSM, c'est-à-dire le contre-espionnage, comprenant bien entendu les TR, la sécurité militaire et l'exclusivité des liaisons avec les services alliés, responsabilités confirmées par la suite par le général de Gaulle.



André Serot

Dès son arrivée à Alger début janvier, il est chargé de « démêler » l'affaire de la mort de



**Maurice Challe**

l'amiral Darlan, ce qui n'est pas dans ses attributions mais la situation est encore bien confuse et le général Giraud a succédé à l'amiral Darlan. En tant que commandant en chef en AFN, les services spéciaux mili-

itaires lui sont tout naturellement rattachés. Ce qui sera la cause de bien des litiges...

### L'épopée du *Casabianca*

Peu après son arrivée à Alger, Paillole rencontre le capitaine de corvette Jean L'Herminier, commandant du sous-marin *Casabianca*, qui dans la nuit du 27 novembre 1942 à réussi à sortir de la rade de Toulon lors du sabordage de la flotte, et à la mi-décembre débarqua déjà sur la côte ouest de la Corse, la mission Pearl Harbor de nos services pour aider la résistance locale, début de la libération de l'île. Il propose à L'Herminier, avec l'accord de la Marine, d'effectuer des liaisons clandestines vers la côte varoise au profit de nos services pour y déposer (et reprendre) agents, courrier, radios et armes. L'entente fut immédiate.

C'est le début, dès février, d'une série de liaisons sous-marines clandestines nocturnes vers un point de la côte de Ramatuelle jusqu'au 27 novembre 1943 quand le groupe qui devait embarquer tomba sur une patrouille et que l'un d'eux, Alphonse Alsfasser, se sacrifia pour sauver ses compagnons parmi lesquels Monique Giraud, fille du général Giraud.

### Actions en France

Le SR Kléber, bien que décapité lors de l'opération dont fut victime à Lyon « Technica », poursuivit son activité sur l'ensemble du territoire et

même au-delà au travers d'une mosaïque de postes et de réseaux : Uranus, Mercure, Éole, Vénus, Saturne, Casino, etc. mais aussi Bruno piloté de Berne par le colonel Pourchot avec comme principal et exceptionnel agent, Albert - Charles Meyer, futur général de l'armée de l'Air qui, pendant toute la guerre, parcourut à bicyclette la France, la Belgique, les Pays-Bas, le sud de l'Allemagne même pour recueillir des renseignements et traversa la frontière suisse plus de 200 fois.

À partir de 1943, le réseau Kléber-Marco créé et dirigé par Guy de Saint-Hilaire accomplit également un travail considérable jusqu'au débarquement de Normandie en particulier, pour lequel il fournit à l'état-major allié, pratiquement la veille du jour J, l'ordre de bataille allemand actualisé dans ce qui fut appelé « la synthèse du Sénéchal ».

Quant au CE, en France et en Algérie, son activité était toujours intense. Assurée par les TR animés de façon experte par Vemeuil sur le terrain et Paillole en arrière plan, malgré des arrestations très lourdes qui ont amené Paillole à créer parallèlement un autre TR baptisé « TR jeunes » plus orienté vers des missions spécifiques et confié aux capitaines Vellaud et Avalard avec les lieutenants de vaisseau Lavallée dénoncé par son radio et Le Hénaff victime de la tragédie du « *Jouet des Flots* » à la pointe du Raz, le capitaine Lheureux dans le Nord, tous sont morts en déportation.

Dès 1943 dans la région toulousaine, Marcel Taillandier créa, sous le « regard » de Paillole, le groupe « Morhange », bras armé du CE dans toute la région qui pendant un an joua, « les chasseurs de traîtres » ; et ils en ont neutralisé un nombre important, préservant ainsi d'autant les réseaux de Résistance au prix de plusieurs morts dans leurs rangs dont celle de Taillandier, fait Compagnon de la Libération.



Les liaisons « *pick up* » (dépose et récupération d'agents par avion) et les parachutages se poursuivaient depuis l'Angleterre par *Lysander* et *Hudson* ou *Lancaster* et depuis l'Algérie aussi. C'est ainsi que cinq opératrices radio appelées « Merlinettes » ont été parachutées en France. Elles ont toutes été arrêtées, torturées, déportées à Ravensbrück où elles ont été exécutées le 18 janvier 1945, la cinquième ayant été assassinée sur le bord d'une route.

### Activités en Afrique du Nord

La lutte CE ne s'y relâchait pas. Toutes les tentatives d'infiltration d'agents de l'*Abwehr* ont été déjouées et les agents passés par les armes. En outre les commissions d'armistice allemandes et italiennes étaient étroitement surveillées en Algérie et au Maroc. En Tunisie, la campagne menée par les forces françaises et alliées a « déblayé » le terrain... Toutefois, des implantations clandestines demeuraient diligentes par les services allemands et certains partis collaborationnistes.

Le travail de « nettoyage » continuait et, à partir de cette situation, une fabuleuse opération d'intoxication, en anglais « *deception* » menée par nos représentants, en particulier Parisot, commençait, ce fut « l'affaire Gilbert » ou « opération *Atlas* » d'intoxication de l'*Abwehr* et du parti populaire français (PPF) de Doriot qui eut des répercussions directes pour le débarquement en Sicile et en Italie.

Cet apport formidable a permis à notre CE, compte-tenu du savoir-faire dont il avait été fait la démonstration, d'être partie prenante de la « Force A » dirigée par le colonel anglais Dudley Clark chargé de mettre au point les plans de *deception* de l'ennemi jusque, bien sûr, l'opération *Fortitude* liée à l'opération *Overlord* pour laquelle un secret absolu était évidemment de rigueur.

### Le commandant Paillole dans la confiance du débarquement du 6 juin

Le SHAEF, état-major du général Eisenhower, demanda à Alger, où le général de Gaulle était désormais la seule autorité, que le commandant Paillole soit envoyé auprès du G2 dirigé par le colonel Scheen pour préparer la participation de détachements spécialisés : SM, TR, Sûreté aux armées<sup>1</sup> auprès des grandes unités de débarquement.

C'est ainsi que le commandant Paillole, rejoignant Londres début mai 1944, fut le seul officier français à entrer à la *War room* et à connaître les lieux et dates de l'opération *Overlord*. Il fallait absolument que le commandement allemand continue à être persuadé qu'elle se déroulerait dans le Pas-de-Calais comme *Fortitude* l'avait conçue et développée.

Aussi le secret le plus absolu a-t-il été imposé à Paillole qui dut donner sa parole d'officier de rien laisser filtrer, même pas aux plus hautes autorités françaises politiques ou militaires à Londres ou à Alger. Engagement qu'il dut respecter bien entendu mais qui lui fut, par incompréhension, reproché par la suite.

Il ne revint à Alger qu'en juin, après le débarquement et après avoir fait mettre en place ces détachements SM/TR/SA<sup>1</sup> qui devaient travailler au fur et à mesure de l'avancée des opérations, assurer la sécurité en liaison avec les BSM (dits pré-curseurs) implantés au titre du SSM sur l'ensemble du territoire et en premier lieu à Rennes et à Paris. Les mêmes mesures avaient été adoptées pour les unités américaines du débarquement en Provence.

Ces dispositions contribueront grandement à éviter l'*AMGOT*.

<sup>1/</sup> Pour suppléer à la dissolution de la ST, Paillole avait créé en 1943 ce nouveau service, composé de policiers et appelé « Sûreté aux armées ».

## FACE À L'ALLEMAGNE NAZIE

### La difficile fusion du BCRA et des services spéciaux

À Alger régnait une situation toujours confuse et délétère, sur le plan politique en 1943-1944 due à l'antagonisme de Gaulle-Giraud, puis au niveau des services dont le général de Gaulle voulut la fusion du BCRA et des services spéciaux militaires. Rivet et Ronin, nommés généraux avaient été écartés au printemps 1944 ainsi que d'autres officiers, à l'exception de Paillole dont la compétence en matière de CE était indiscutée.

Une fusion entre deux cultures très différentes, sans mettre en doute les mérites des uns et des autres, mais méconnaissant sciemment les compétences pourtant manifestes et appréciées à leur juste valeur par les services alliés anglais et américains, ne pouvait être que douloureuse ; elle le fut car empreinte d'incompréhension de part et d'autre attisée par des mesures inutilement vexatoires, volontiers injustes. Mais la période était difficile.

Après une première tentative de réorganisation confiée en vain au général Cochet, la Direction générale des services spéciaux (DGSS) dirigée par Jacques Soustelle est créée, regroupant BCRA-A et services spéciaux militaires, Paillole conservant son autonomie pour le CE et la sécurité militaire ainsi que pour les relations avec les services alliés.

À cette époque de 1944 est créé auprès de l'armée B, commandée par le général de Lattre de Tassigny en vue du débarquement de Provence, un service de renseignement opérationnel (SRO) confié au commandant Simoneau qui devait en assumer la responsabilité jusqu'en Allemagne. Parallèlement le commandant Parisot assurait en Italie auprès du corps expéditionnaire français une mission comparable doublée de CE. C'est ainsi qu'il « mit la main » sur Darnand, chef de la milice.

À Paris, le BSM 407, monté et animé par le lieu-



*Darnand, chef de la milice*

tenant-colonel Gérard-Dubot, entrainé en action dès les prémices de la libération et accomplit un travail remarquable auquel Paillole, arrivé très vite sur place, apporta un renfort.

Mais dès octobre, l'organisation circonscrite dans la DGSS change ; la DGSS devient la direction générale des études et recherches (DGER) incluant le SR et le CE offensif. Simultanément sont créées la direction de la surveillance du territoire (DST) chargée du CE répressif avec à sa tête Roger Wybot, ancien du BMA de Marseille et un service de sécurité des forces armées (SSFA) dirigé par le colonel André Sérot, fondateur de la sécurité Air.

En novembre 1944, le commandant Paillole, en désaccord avec une telle réorganisation qui reposait sur le découpage de cette fonction de contre-espionnage et de sécurité qu'il avait animée et dont il avait eu la responsabilité pendant plus de 4 ans, préféra démissionner et quitter l'armée, ce qu'il fit avec le grade de lieutenant-colonel avant d'être promu par la suite colonel.

La guerre continuait, nos services poursuivaient leurs missions jusqu'à la victoire et la capitulation du Reich... au prix de 320 Morts pour la France dont 200 en déportation.

Ces pages ne sont qu'un survol de leurs dix années de guerre.

Après ... s'ouvre une autre histoire.

*Henri DEBRUN*

*Colonel (er) - Président de l'ASSDN*